

Chaire de recherche UQAM sur la gouvernance des musées et le droit de la culture (Université du Québec à Montréal)

Yves Bergeron, Lisa Baillargeon, Pierre Bosset and Camille Labadie

Volume 21, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1107062ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1107062ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise d'ethnologie

ISSN

1703-7433 (print)

1916-7350 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Bergeron, Y., Baillargeon, L., Bosset, P. & Labadie, C. (2023). *Chaire de recherche UQAM sur la gouvernance des musées et le droit de la culture* (Université du Québec à Montréal). *Rabaska*, 21, 320–323. <https://doi.org/10.7202/1107062ar>

**Chaire de recherche UQAM
sur la gouvernance des musées et le droit de la culture**

Université du Québec à Montréal
279, rue Sainte-Catherine Est, DC-2200
Montréal, Québec

Téléphone : (514) 987-3000, poste 2909
Courriel : bergeron.y@uqam.ca
Toile : chairegouvernancemusees.uqam.ca

La politique de la recherche de l'UQAM prévoit que les chaires stratégiques ont quatre ans pour se structurer et changer de statut. La dernière année de la Chaire stratégique sur la gouvernance des musées et le droit de la culture aura été l'occasion de dresser un bilan des activités de recherche, des publications et des projets en développement. Nous avons donc publié un numéro thématique de la revue *Muséologies* (vol. 10, n° 1, 2022) consacré à la gouvernance des musées et au droit de la culture qui dresse un bilan exhaustif des réalisations et des projets de recherche en cours. On peut consulter ce numéro sur le site d'Érudit.

Au cours des quatre dernières années, le mandat de l'équipe de recherche a été traversé par la crise provoquée par la COVID-19 qui a eu des effets majeurs sur le réseau muséal international qui s'est retrouvé paralysé. Un constat nous apparaît aujourd'hui comme incontournable : la culture commune des musées a été mise à rude épreuve. Le modèle du musée classique centré sur ses collections est remis en question et de nouveaux types de structures de gestion émergent sur les fondements du rôle social du musée. Conséquemment, il est normal que les modèles de gestion se transforment et s'adaptent aux nouveaux énoncés de mission. En ce sens, nous entrons dans une période où il est possible d'observer une plus grande diversification des modèles de gouvernance des musées justifiant par le fait même la mission de la Chaire.

Sans qu'il soit possible d'établir une corrélation directe avec la crise sanitaire, plusieurs musées canadiens ont été perturbés entre mars 2020 et mars 2022. Dans une étude réalisée à HÉC Montréal, Vanessa Alarie, Démi Bégin, Émilie L. Cayer et Victorien Thiaux démontrent que « la gestion des ressources humaines reste le plus grand défi à relever puisque la redéfinition de l'identité des musées engendrera des changements structurels, de processus et de compétences. » Les musées canadiens notamment ont été traversés par des crises internes qui ont conduit au départ de plusieurs directrices et directeurs de musées. Mentionnons simplement le cas du Musée canadien des droits de la personne à Winnipeg, du Musée des beaux-arts de Montréal, du Musée royal de la Colombie-Britannique à Victoria et du Musée canadien de l'histoire. Bien que chacun de ces cas soit unique, le dénominateur commun réside dans des relations difficiles entre les directions et les conseils d'administration. De plus, ces crises, largement médiatisées, ont attiré l'attention du grand public sur le rôle capital que les musées jouent dans la société canadienne.

Alors que les universités américaines et européennes accordent une grande importance à la gestion des musées dans les formations en *Museum studies* et muséologie, les universités québécoises ont négligé cette dimension préférant se concentrer sur les fonctions classiques que sont les collections, les expositions et les visiteurs. Il faut pourtant prendre la mesure de la réalité. La culture, comme les musées, ne flotte pas au-dessus du réel. Ils dépendent de l'économie et de modèles de gestion. D'ailleurs, l'histoire des musées est liée de près au développement du capitalisme. Rappelons qu'en Amérique du Nord, les musées apparaissent avec la Révolution industrielle

et que le premier musée national canadien est né de la Commission géologique du Canada au milieu du XIX^e siècle dont le mandat consistait à identifier les ressources naturelles pour le développement économique du pays. On ne peut faire abstraction de cette réalité.

L'équipe initiale de la Chaire était formée d'Yves Bergeron des cycles supérieurs en muséologie de l'UQAM, de Lisa Baillargeon de l'École des sciences de la gestion (ÉSG), de Pierre Bosset du département des sciences juridiques de l'UQAM et de Camille Labadie (sciences juridiques) comme coordonnatrice. Rapidement, l'équipe s'est élargie avec des chercheurs rattachés à l'UQAM dont Nadia Smaali de l'ÉSG et d'autres universités dont Laurier Turgeon, Habib Saidi et Jean-François Gauvin du CÉLAT à l'Université Laval, Nada Guzin des programmes de muséologie de l'Université du Québec en Outaouais ainsi qu'Aude Porceda et Maryse Paquin du Département d'études en loisir, culture et tourisme de l'UQTR. Nous avons développé des partenariats avec des chercheurs étrangers dont François Mairesse, titulaire de la Chaire UNESCO pour l'étude de la diversité muséale et son évolution à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Dominique Poulot et Jean-Michel Tobelem de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, de Manuelina Maria Duarte Cândido de l'Université de Liège et Bruno Brulon Soares de l'Universidade Federal do Estado do Rio de Janeiro. À cette équipe de professeurs-chercheurs, s'ajoutent des partenaires qui œuvrent dans le milieu professionnel et de jeunes chercheurs de deuxième et de troisième cycle engagés dans des projets de recherche en lien avec la gouvernance et le droit de la culture.

L'équipe de la Chaire a documenté plusieurs cas au Canada, notamment le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée des beaux-arts de Montréal, le Musée canadien de l'histoire, le Musée canadien des sciences et technologies, le McCord-Stewart, le Musée royal de la Colombie-Britannique, l'Écomusée du fier monde ainsi que Parcs Canada. En ce qui concerne Parcs Canada, Anne Castelas a dirigé un numéro spécial de la revue *Histoire Québec* (vol. 28, n° 3) sur le 50^e anniversaire de la création du bureau régional de Québec dont le modèle a inspiré la création des centres d'interprétation à compter de la décennie 1980. Des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat ont permis d'approfondir notre connaissance sur les enjeux de la gouvernance et du rôle structurant du droit dans la protection et la gestion du patrimoine.

Le second objectif que s'était fixé la Chaire consistait à tisser des liens durables avec le monde professionnel. Nous avons notamment privilégié la réalisation d'études de cas afin de mesurer leurs effets sur la gouvernance et sur le développement durable de la culture. Plusieurs rapports ont été publiés sur le site de la Chaire. Nous souhaitons également favoriser la recherche collaborative en développant des liens étroits avec le monde muséal, l'ICOM, l'UNESCO, l'Association des musées canadiens, la Société des musées du Québec et l'*American Alliance of Museums*. Ces relations ont pris forme dans l'organisation de journées d'étude et lors de colloques nationaux et internationaux. Ainsi, nous avons participé à la publication d'un ouvrage collectif sur la gestion du patrimoine et des musées locaux coordonné par Iñaki Arrieta Urtizberea et Iñaki Díaz Balerdi de l'Université du Pays basque / Euskal Herriko Unibertsitatea (UPV / EHU) qui est accessible en ligne à la communauté muséale. Nous avons également participé à l'édition de l'ouvrage collectif consacré à la loi sur les

musées (2002) en France qui a permis de mettre en parallèle la culture des musées en France et en Amérique du Nord. Nous avons également signé en 2021 un texte intitulé « La crise met en lumière la culture des musées canadiens » dans la 5^e édition de l'ouvrage *La Muséologie. Histoire, développements, enjeux actuels* d'André Gob et Noémie Drouguet qui est devenu le manuel de référence pour l'enseignement de la muséologie. Nous avons également participé à la réalisation du *Dictionnaire de muséologie* mis en place par François Mairesse de l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (Armand Colin, 2021 et édition anglaise Routledge, 2022).

La Chaire se voulait également un lieu de démocratisation de la recherche critique sur les musées. L'équipe a abordé des sujets sensibles (décolonisation des musées et de la muséologie, injustices sociales, conditions de travail, démocratisation de la culture, place des voix minoritaires et autochtones au sein des expositions et des institutions muséales, droit d'auteur, aliénation et restitution, etc.) en favorisant des approches participatives et collaboratives avec les musées et les communautés. Ces sujets de recherche s'inscrivent dans la perspective des grands enjeux sociaux, culturels, économiques, environnementaux et politiques qui transforment le monde muséal. Ils correspondent aussi aux débats qui ont animé l'ICOM dans le cadre de la révision en profondeur de sa mission lors de la conférence générale à Kyoto en 2019 et qui se poursuivront à Prague en 2022. Ces changements auront des effets directs sur les modes de gouvernance des musées qui devront développer des approches collaboratives en rupture avec le modèle autocratique souvent privilégié.

La Chaire a entrepris à compter de janvier 2023 de transformer la chaire en « observatoire sur la gouvernance des musées » qui repose sur trois stratégies structurantes afin de permettre l'émergence d'une nouvelle culture des musées. D'abord, le renouvellement de la recherche afin d'actualiser l'enseignement de la muséologie. Ensuite, l'engagement d'une réflexion sur les nouveaux modèles de gestion. Le modèle autocratique actuel ayant été mis en place lors de la révolution industrielle au milieu du XIX^e siècle, il faut désormais envisager de nouveaux modes de gouvernance à la lumière du concept d'industrie culturelle du futur, qui répond mieux aux nouveaux besoins dans le cadre de la restructuration du fonctionnement des musées. Si la première révolution industrielle misait sur la mécanisation grâce au charbon et au pétrole, la quatrième révolution industrielle mise sur le numérique et l'intégration des nouvelles technologies. Enfin, la prise en compte des dimensions juridiques, déontologiques et éthiques reste au cœur de nos travaux. Nous croyons que les changements qui s'opèrent dans les institutions muséales doivent tenir compte des normes juridiques, c'est-à-dire des règles de droit (législations, droit des musées et du patrimoine) et, de plus en plus, de critères relevant de l'éthique et de la déontologie. La chaire de l'UQÀM a donc engagé un chantier de recherche sur le droit associé aux musées et au patrimoine qui se traduira par un « Traité des collections ».

Les rencontres du séminaire de la Chaire ont permis de développer et de préciser le concept d'écosystème des musées qui tient compte des acteurs et des rapports de force qui structurent le monde muséal et patrimonial.

En ce qui concerne la recherche, nous poursuivons le projet *Mémoires de la muséologie* développé avec François Mairesse en réalisant des entretiens avec des personnes qui ont marqué l'histoire contemporaine des musées. Nous avons organisé

en 2019 le colloque *Écrire l'histoire des musées à travers celle de ses acteurs - Enjeux et responsabilités de l'histoire biographique* qui a permis d'approfondir les impacts de muséologues et gestionnaires comme Alexandre Lenoir, Georges-Henri Rivière, Zbyněk Z. Stránský, Jean Gabus, Jacques Hainard, Alfred H. Barr J^e et Roland Arpin qui ont eu un impact sur le développement de la muséologie. Nous avons également publié l'an dernier un ouvrage consacré à la carrière de Raymond Montpetit à qui l'on doit la création de la maîtrise en muséologie de l'UQAM. Anne Castelas a publié en 2021 un ouvrage consacré à René Rivard, figure de proue du mouvement de la nouvelle muséologie et cofondateur du Mouvement international pour la nouvelle muséologie (MINOM). Nous publierons bientôt un ouvrage consacré à Cyril Simard qui a été le concepteur de l'économuséologie dont le modèle unique de gestion s'est exporté en Europe du Nord. Un autre ouvrage, consacré cette fois à Pierre Mayrand permettra de mieux comprendre l'influence de ce muséologue sur le mouvement de la nouvelle muséologie et sur la création du MINOM. Enfin, l'équipe de la Chaire a créé avec Jean-François Gauvin de la chaire en muséologie à l'Université Laval une nouvelle collection aux Presses de l'Université Laval intitulée « Musées – Mémoires – Muséologies » afin de diffuser les résultats les plus probants de la recherche sur la gouvernance des musées.

Enfin, la Chaire a répondu à un appel à projet du Centre international de recherche et d'échange sur les musées de l'ICOM (ICOM-IMREC) pour mener une enquête internationale sur le financement public des musées. Pour ce faire, nous avons créé « L'Alliance internationale de recherche sur le financement public des musées » (IRAFPM). Ce consortium est formé de la Chaire sur la gouvernance de l'UQAM (Michèle Rivet assure la direction scientifique du projet et la coordination avec le consortium international), du Musée national des beaux-arts du Québec, de la Victoria University of Wellington en Nouvelle-Zélande, de l'Universitat de Barcelona en Espagne, de l'Universidade Federal Do Est Ado do Rio de Janeiro, Brésil, et de chercheurs internationaux d'ICOFOM. L'enquête qui nous a été confiée a été lancée en juillet 2023 et le rapport final sera diffusé à l'automne 2024. Nous serons alors en mesure de broser un portrait de la situation des musées sur la scène internationale en tenant compte des différentes catégories de musées.

YVES BERGERON, LISA BAILLARGEON, PIERRE BOSSET et CAMILLE LABADIE

Institut du patrimoine

Université du Québec à Montréal
Pavillon R-3760
C.P. 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : (514) 987-3000, poste 5139
Courriel : institutdupatrimoine@uqam.ca
Toile : institutpatrimoine.uqam.ca

Après deux années sous le signe de la pandémie, l'année universitaire 2022-2023 s'est déroulée en présentiel, permettant aux membres de l'Institut du patrimoine de l'UQAM (IP) de se réunir à nouveau. Ce fut une année riche où les activités en présence ont pu